

JUGER LES CRIMES NAZIS APRES NUREMBERG

NUREMBERG

4 chefs d'accusation

=> "plan concerté ou complot"

=> "crimes contre la paix"

=> "crimes de guerre"

=>"crimes contre l'humanité".

Accusés	Chefs d'accusation figurant dans l'acte d'accusation	Chefs d'accusation retenus par le Tribunal	Sentence
Goering	1 2 3 4	1 2 3 4	Mort par pendaison
Heß	1 2 3 4	1 2	Emprisonnement à vie
Ribbentrop	1 2 3 4	1 2 3 4	Mort par pendaison
Keitel	1 2 3 4	1 2 3 4	Mort par pendaison
Kaltenbrunner	1 3 4	3 4	Mort par pendaison
Rosenberg	1 2 3 4	1 2 3 4	Mort par pendaison
Frank	1 3 4	3 4	Mort par pendaison
Frick	1 2 3 4	2 3 4	Mort par pendaison
Streicher	1 4	4	Mort par pendaison
Funk	1 2 3 4	2 3 4	Emprisonnement à vie
Schacht	1 2	Aucun	Acquitté
Doenitz	1 2 3	2 3	10 années d'emprisonnement
Raeder	1 2 3	1 2 3	Emprisonnement à vie
Schirach	1 4	4	20 années d'emprisonnement
Saukel	1 2 3 4	3 4	Mort par pendaison
Jodl	1 2 3 4	1 2 3 4	Mort par pendaison
Papen	1 2	Aucun	Acquitté
Seyß-Inquart	1 2 3 4	2 3 4	Mort par pendaison
Speer	1 2 3 4	3 4	20 années d'emprisonnement
Neurath	1 2 3 4	1 2 3 4	15 années d'emprisonnement
Fritzsche	1 3 4	Aucun	Acquitté
Bormann	1 3 4	3 4	Mort par pendaison (jugé par contumace)

2 Les procès dans l'immédiate après-guerre dans les territoires allemands occupés (1945-1949)

JUSTICE AMÉRICAINE

JUSTICE BRITANNIQUE

JUSTICE SOVIÉTIQUE

PROCÈS

CONDAMNATIONS

Procès dits « successeurs » à Nuremberg (12 procès) 1946-1948

Hauts responsables d'organisations nazies

Exemple : procès Oswald Pohl, responsable de la branche économique de la SS

4 condamnés à mort, 11 peines de prison et 3 acquittés

Armée

Exemple : procès des *Einsatzgruppen*

14 condamnés à mort, 7 peines de prison

Administration

Exemple : procès des médecins (1946-1947)

7 condamnés à mort, 9 peines de prison et 7 acquittés

Entreprises

Exemple : procès Krupp

11 peines de prison et 1 acquitté

Tribunal de Dachau (novembre 1945-août 1948)

Personnels des camps de concentration

Procès de Dachau

36 condamnés à mort, 4 peines de prison

Procès de Mauthausen

58 condamnés à mort, 3 peines de prison

Procès de Buchenwald

21 condamnés à mort, 10 peines de prison

Tribunal militaire à Lunebourg (1945-1946)

Procès de Belsen

Procès de Josef Kramer et de ses 44 subordonnés (septembre-novembre 1945)

11 condamnés à mort, 19 peines de prison, 14 acquittés

Personnels des camps de concentration (mai 1946)

4 condamnés à mort, 5 peines de prison, 1 acquitté

Tribunal national supérieur (7 procès entre 1946 et 1948)

Procès de Varsovie

Procès de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz

Condamné à mort, pendu à Auschwitz le 16 avril 1947

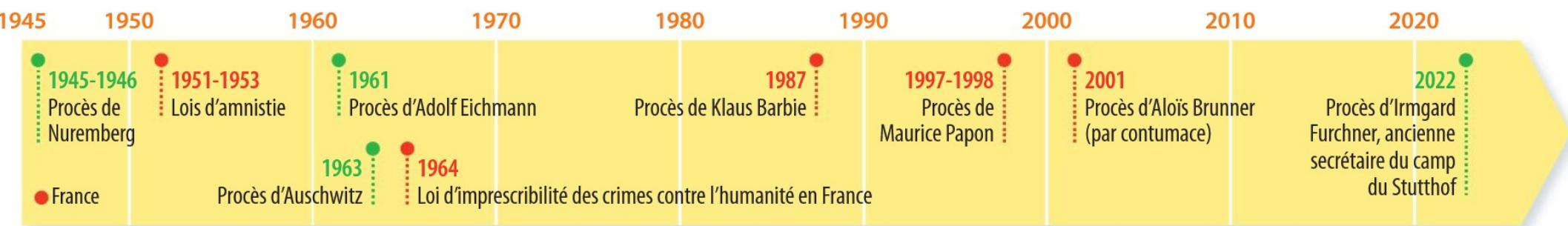
Procès d'Auschwitz à Cracovie

40 gardes et cadres du camp

23 condamnés à mort, 16 peines de prison et 1 acquitté

Des procès mais pas
de reconnaissance des victimes
des génocides

Une prise en compte progressive de la spécificité de la Shoah par la justice



Dans une première période, celle qui suit immédiatement la Shoah, les associations de survivants juifs sont des lieux de sociabilité et d'entraide sans l'ambition de s'adresser à d'autres qu'à ceux qui ont vécu la même expérience. [...]

Ainsi, la mémoire individuelle, inscrite dans celle d'un groupe clos, se construit dès l'événement. Mais cette mémoire n'est pas dans l'air du temps [...]. Pour que le souvenir du génocide pénètre le champ social, il faut que [...] le témoignage notamment, un des vecteurs essentiels de la mémoire, se charge d'un sens qui dépasse l'expérience individuelle.

Le procès Eichmann marque un véritable tournant dans l'émergence de la mémoire du génocide, en France, en Allemagne, aux États-Unis comme en Israël.

Pour la première fois, un procès se fixe comme objectif explicite de donner une leçon d'histoire. Pour la première fois, apparaît le thème de la pédagogie et de la transmission.

Le procès Eichmann marque aussi l'avènement du témoin. En effet, à la différence du procès de Nuremberg où l'accusation s'était fondée principalement sur des documents, le procureur israélien, Gideon Hausner, décide de construire la scénographie du procès sur la déposition des témoins [...].

Le procès Eichmann a libéré la parole des témoins. Il a créé une demande sociale de témoignages, comme le feront en France d'autres procès ultérieurs, ceux de Klaus Barbie, Paul Touvier et Maurice Papon. Avec le procès Eichmann, le survivant des camps et ghettos acquiert son identité de survivant parce que la société la lui reconnaît.

A. Wieviorka, « *La mémoire de la Shoah* », La Mémoire, entre histoire et politique, Les Cahiers français, La Documentation française, juillet-août 2001.

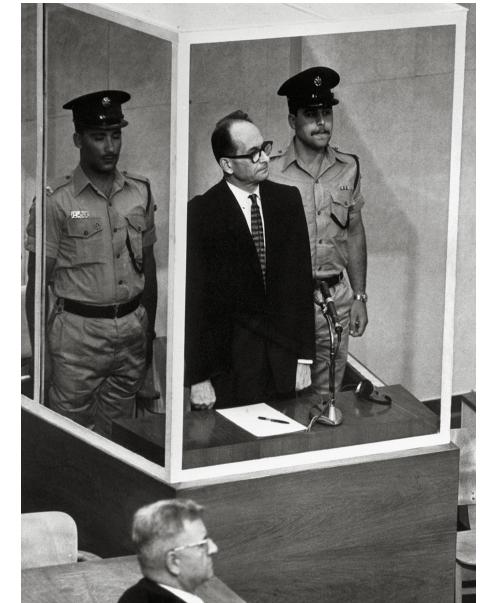


Au printemps 1960, le premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, déclara à la Knesset (Assemblée nationale israélienne) : « les services secrets israéliens ont découvert récemment les traces d'une des plus grands criminels nazis, Adolf Eichmann... il se trouve en captivité en Israël et sera bientôt traduit en justice... »

Soudain d'innombrables fantômes menaçants surgirent du fond des âmes, et le silence israélien autour de la Shoah vola d'un seul coup en éclats. Les cœurs s'ouvrirent et ne se refermèrent plus.

Ce fut la fin des années de plomb. Les Israéliens d'ordinaire si impassibles, prêtèrent enfin l'oreille aux Juifs venus de « là-bas »

A. BURG, *Vaincre Hitler*, Paris 2008, p 180-181.





SERGE KLARSFELD



SERGE KLARSFELD

1

Vichy-Auschwitz
La « solution finale »
de la question juive en France

LA SHOAH EN

Fayard

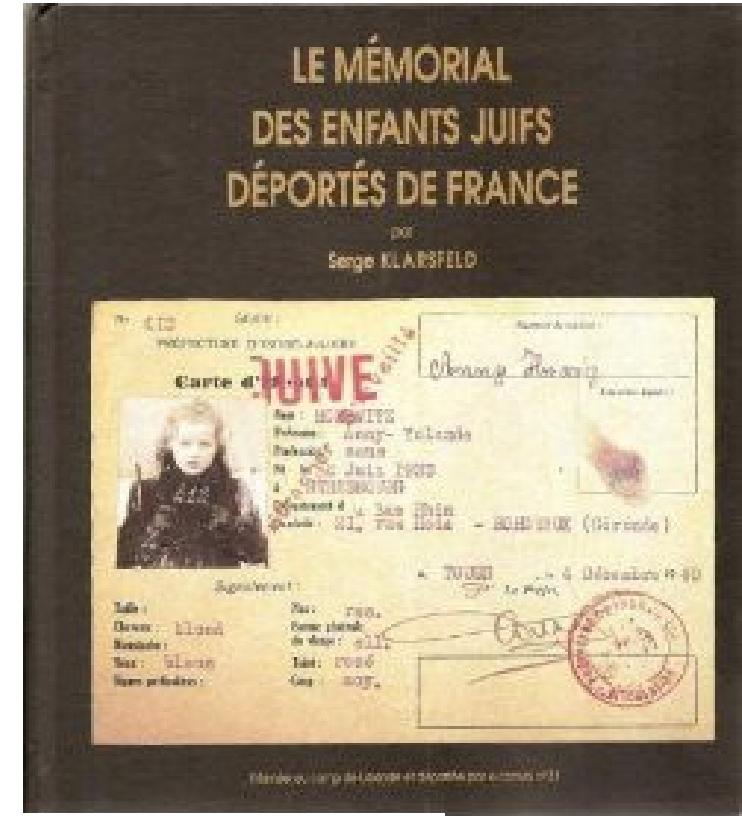


JOAH EN FRANCE

Fayard

3

Le calendrier
persécution des Juifs
de France
septembre 1942 – août 1944



PROJECTION-DEBAT avec
Beate et Serge Klarsfeld

LA MEMOIRE DES ENFANTS



Filles Reisz, archives Serge et Beate Klarsfeld

1

Les grands procès des années 1980-1990 en France

	Fonction au moment de la guerre	Après la guerre	Condamnations des années 1980 et 1990
Klaus Barbie (1913-1991)	Lieutenant SS. À partir de 1942, responsable à Lyon de la lutte contre les communistes, les résistants, les juifs. Deux affaires : torture de Jean Moulin ; arrestation et déportation des enfants de la maison d'Izieu (6 avril 1944).	Employé par les services secrets américains à partir de 1947. À partir de 1948, la France réclame son extradition. En 1951, il passe en Argentine puis s'installe en Bolivie sous une fausse identité.	Extradé de Bolivie en 1983, il est jugé à Lyon en 1987, condamné à perpétuité pour crime contre l'humanité. Meurt en détention en 1991.
René Bousquet (1909-1993)	Secrétaire général de la police de Vichy. Responsable de l'organisation de rafles contre les juifs, y incluant les enfants.	Jugé par la Haute Cour de justice en 1949, condamné à cinq ans d'indignité nationale et immédiatement relevé de cette peine pour faits de Résistance.	Inculpé en 1991 de crimes contre l'humanité. Son assassinat par Christian Didier, le 8 juin 1993, rend son procès impossible.
Paul Touvier (1915-1996)	Chef régional de la Milice du Rhône. Torture des prisonniers, ordonne l'exécution de juifs.	Condamné à mort par contumace en 1946. Se cache, aidé par les milieux ecclésiastiques, et obtient la grâce présidentielle de Georges Pompidou en 1971.	Arrêté en 1989, condamné à la réclusion à perpétuité en 1994, il meurt en détention en 1996. Il est le premier Français à avoir été condamné pour complicité de crime contre l'humanité.
Maurice Papon (1910-2007)	Secrétaire général de la préfecture de la Gironde en 1942. Responsable de l'arrestation de nombreux juifs.	Après la guerre, il poursuit sa carrière administrative car il bénéficie d'un certificat de Résistance et de l'insuffisance du nombre des cadres dans le département de la Gironde.	Inculpé en 1983, son procès ne commence qu'en 1997. Il est condamné pour complicité de crimes contre l'humanité en 1998. Sa peine est suspendue en 2002 pour raisons de santé. Il meurt libre en 2007.

LES CHANGEMENTS DE LA MEMOIRE

Mémoires plurielles au delà du cadre de la 2GM

1984-1992

P. Nora, historien,

Publie les LIEUX DE MEMOIRE
« l'histoire s'écrit désormais sous
la pression des mémoires
collectives »

Le lieu de mémoire peut être un
objet, un monument, une devise,
une institution...

1987 H Roussel *Le syndrome de Vichy*

1973 : R. O. Paxton *La France de Vichy*

1977 H Amouroux *40 millions de pétainistes*

Les
mémoires de la guerre
bousculent la mémoire
nationale, une
« hypermnésie »

Janvier 2001
La France reconnaît le
Génocide arménien

Loi Taubira (mai 2001)

« La traite négrière... et l'esclavage...
constituent un crime contre l'humanité.
Les programmes scolaires
accorderont... une place
conséquente »

2004 T Todorov
Les abus de la mémoire

Loi février 2005

« les programmes scolaires
Reconnaissent le rôle positif de
La présence française outre mer »
(alinéa abrogé en 2006)

négationnisme

1990 :
Loi Gayssot
sanctionne l'atteinte à
« la mémoire et à l'honneur des
victimes de l holocauste nazi
en tentant d'en nier ou d'en
minimiser la portée »

2011 P Laborie *Le chagrin et le venin*

Critique la vision d'une
société française
attentiste sous
l'occupation

En cette fin de millénaire, les Européens et tout particulièrement les Français, sont obsédés par un nouveau culte, celui de la mémoire. Comme s'ils étaient saisis de nostalgie pour un passé qui s'éloigne irrévocablement, ils s'adonnent avec ferveur à des rites conjuratoires, censés le maintenir vivant (...) les récents procès pour crimes contre l'humanité, comme les révélations sur le passé de certains hommes d'État incitent à proférer de plus en plus souvent des appels à la « vigilance » et « au devoir de mémoire ».

T. Todorov, *Les abus de la mémoire*, Paris, 1992, p 51-52

Au lendemain de la guerre, la priorité est de réconcilier les Français en minimisant l'importance de la collaboration...

Commémoration du 8 mai 1945

Jean Moulin au Panthéon

Une histoire axée sur les **aspects militaires** et la Résistance

Polémique autour de l'**épuration** et des **lois d'amnistie**

...mais les années 1970 donne lieu à un réveil des mémoires...

Commémoration du 8 mai supprimée par Giscard, rétablie par Mitterrand

L'historien américain **R. Paxton** suscite une révision des responsabilités de Vichy dans la collaboration et la déportation des juifs de France.

Réveil de la mémoire juive, début des poursuites contre certains responsables de la déportation des juifs en France

...qui s'apaisent progressivement à partir des années 1990

Instauration de la **journée nationale** à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux « **Justes** » de France.

La mémoire de la guerre devient un **objet d'histoire** à part entière

- Procès Touvier (1994) et Papon (1998)
- Polémiques sur l'action de F. Mitterrand à Vichy en 1942

La mémoire officielle

Le travail des historiens

Les conflits mémoriels

1964

49. LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE.

1. L'invasion de la France.

En septembre 1939, l'Angleterre et la France ont déclaré la guerre à Hitler, le chef de l'Allemagne, pour défendre leur allié, la Pologne, envahie à la fois par les Allemands et par les Russes. Cette nouvelle guerre est, plus encore que la guerre de 1914, une guerre mondiale. L'Italie et le Japon combattent avec les Allemands. Les Russes puis les Américains deviennent les alliés de la France et de l'Angleterre.

L'armée française, mal préparée à la guerre, est rapidement vaincue par les Allemands en mai-juin 1940. La défaite entraîne la fin de la Troisième République. Les ennemis occupent notre pays.

2. La Résistance et la Victoire.

Un certain nombre de Français ont pu, à ce moment, quitter la France. Ils arrivent à Londres, en Angleterre, un gouvernement dirigé par le général de Gaulle (fig. 2). Ils organisent, en France même, la résistance contre les Allemands.

Des troupes françaises nouvelles combattent, avec les Anglais et les Américains,

les armées allemandes en Afrique du Nord et en Italie. Le 6 juin 1944 une puissante armée anglo-franco-américaine débarque en Normandie (fig. 1). Paris est libéré le 25 août 1944 par les résistants insurgés, soutenus par les blindés du général Leclerc (fig. 3 et 4). Puis l'Allemagne est vaincue à son tour et vaincue par les armées alliées. Elle capitule le 8 mai 1945.

3. La Quatrième et la Cinquième République.

Un nouveau gouvernement, celui de la Quatrième République, est établi en France après la Libération et la défaite allemande. Au début de 1959, une autre constitution crée le gouvernement de la Cinquième République. Le général de Gaulle est élu Président de la République.

RÉSUMÉ

1. La France est vaincue par les Allemands en 1940.
2. Le général de Gaulle organise la Résistance. La France est libérée en 1944.
3. La Quatrième République commence en 1946. Elle est remplacée en 1959 par la Cinquième République.

L'Occupation :

Les Français vivent, durant ces quatre années, sous l'occupation allemande. Ils connaissent alors une période très dure : privations pour tous, arrestation, déportation et souvent la mort pour ceux qui résistent. Les Juifs déportés dans des camps de concentration sont exterminés (> doc.2).

Durant ces épreuves, la plus grande partie de la population cherche avant tout à survivre. Il faut se procurer de la nourriture, des vêtements, du charbon pour se chauffer, toutes choses qui sont devenues très rares du fait de la guerre.

Pendant que certains, comme le maréchal Pétain, collaborent avec l'occupant nazi et se mettent à son service (> doc.1) – et même combattent sous l'uniforme allemand –, d'autres résistent.



Hitler et le maréchal Pétain se rencontrent à Rambouillet-sur-le-Loir, en 1940.



▲ 2. Vieil homme juif dans Paris occupé. À partir de 1942, les Juifs sont obligés de porter une étoile jaune sur leurs vêtements.

1997